



Brexit: jusqu'à 500.000 emplois britanniques menacés en l'absence d'accord avec l'UE

11 Janvier 2018

Le Royaume-Uni pourrait perdre près d'un demi-million d'emplois à l'horizon 2030 s'il sort de l'Union européenne sans accord, selon le scénario le plus pessimiste d'une étude commandée par le maire europhile de Londres, Sadiq Khan, dévoilée jeudi.

'Si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne en mars 2019 sans accord sur le marché unique, l'union douanière ou des dispositions transitoires (...) cela pourrait engendrer la perte de 482.000 emplois', a prévenu l'élu travailliste dans un communiqué.

Parmi les secteurs passés en revue par le cabinet de recherche Cambridge Econometrics, les services financiers souffriraient le plus d'une absence d'accord (-119.000 emplois). Suivraient les sciences et technologies (-92.000) et la construction (-43.000).

Rien qu'à Londres, centre financier du Royaume-Uni, les pertes d'emplois pourraient s'élever à 87.000, mais la capitale souffrirait moins que le reste du pays.

Les investissements pourraient, eux, chuter de 15% à l'échelle nationale, soit 46,8 milliards de livres (52,8 milliards d'euros) de moins.

Cette étude se penche sur l'impact potentiel de cinq scénarios liés au Brexit sur le pays et sa capitale dans neuf secteurs clés de l'économie, du maintien d'un statu quo d'ores et déjà exclu par le gouvernement britannique au scénario extrême d'une sortie de l'UE sans accord ni période de transition.

Dans le plus optimiste des scénarios possibles, à savoir le maintien du Royaume-Uni dans le marché unique à l'issue d'une période de transition, mais pas l'union douanière, le Royaume-Uni pourrait perdre 176.000 emplois.

Sadiq Khan a accusé le gouvernement britannique d'un 'manque total de préparation' sur les conséquences du Brexit, l'appelant à changer sa position de négociation et à accepter un maintien du pays dans le marché unique et l'union douanière.

En décembre, le ministre du Brexit, David Davis, avait reconnu devant des députés que ses services ne disposaient pas d'étude d'impact secteur par secteur de la sortie de l'UE.

Sollicitée par l'AFP, une porte-parole de son ministère a indiqué que Londres et Bruxelles pensaient pouvoir 'conclure un accord ambitieux garantissant la prospérité pour le Royaume-Uni et l'UE à 27'.

'Le Royaume-Uni veut un partenariat approfondi et spécial avec l'Union européenne', a-t-elle ajouté.

Après la conclusion d'un accord intermédiaire sur le Brexit en décembre 2017, le Royaume-Uni et l'UE doivent négocier cette année une éventuelle période de transition ainsi que leur future relation commerciale et en matière de sécurité à l'issue de ce laps de temps.

Source : AFP

© 2014 Agence France-Presse. Tous droits de reproduction et de représentation réservés. Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (dépêches, photos, logos) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, transmise, rediffusée, traduite, vendue, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP.